

le développement durable une nouvelle approche ?

par Isabelle Stengers

aux bons soins de La Découverte, 9^{bis}, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris
istenger@ulb.ac.be

Lorsqu'il est question de la « nouvelle approche » qu'imposerait le développement durable, beaucoup adoptent une attitude sceptique, et comment ne pas les comprendre ! Peu de notions sont nées dans une telle confusion. Peu de notions semblent à ce point vulnérables à autant d'interprétations divergentes. Par rapport à la notion à laquelle le développement durable semble appelé à se substituer, celle de protection de l'environnement, on peut même, de fait, soupçonner une véritable régression. Alors que la protection désignait une limite à poser à ce qu'on appelle souvent développement, il semble que ce dernier soit, à nouveau, au centre de la scène. Quant à l'adjectif durable, il est d'une ambiguïté plus grande encore que le terme « *sustainable* » qu'il est censé traduire, puisqu'il autorise à parler de croissance durable...

De fait, dans les documents appartenant à ce genre bizarre qu'on appelle « politique scientifique », la détérioration de l'environnement et la raréfaction des ressources naturelles apparaissent de prime abord, et ce qui suit souvent s'accompagne d'un « cependant ». Je cite un exemple de cette rhétorique : « D'autres dimensions que celles de l'environnement doivent cependant être prises en compte, à savoir : les aspirations sociales et les nécessités économiques. » Et, à ce qui est ainsi établi comme une contradiction ou, au moins, comme une tension imposant une position de compromis, répond très couramment une notion extrêmement floue, celle d'équilibre. Un équilibre est à rechercher, qui se traduirait, en ce qui concerne la problématique économique, par une prise en compte de facteurs d'environnement et, pour la problématique de l'environnement, par une prise en compte des pressions socio-économiques. Cette double prise en compte imposant - comment en serait-il autrement ? - un effort de sensibilisation et d'information du public.

Que signifie « prendre en compte » ? Je comprends le scepticisme de ceux qui craignent qu'il y ait là, tout simplement, une régression, la mise en scène de la célèbre rencontre entre le pot de fer et le pot de terre.

Car les représentants de ce que l'on appelle les nécessités économiques sont nombreux et dotés d'un discours admis comme compétent : inventif, articulé et puissant, capable même de se représenter en garant de la satisfaction des besoins et du bien-être des populations. Les questions liées à l'environnement se présentent, elles, en ordre dispersé et ceux qui les expriment peuvent toujours être contestés, définis comme peu objectifs, comme solidaires de valeurs subjectives car l'environnement donne rarement à ses représentants le pouvoir de la démonstration. Sauf lorsque celle-ci est devenue redondante : tel développement, en effet, n'était pas durable.

Le scepticisme semble répondre à une exigence de lucidité. Cependant la question est de savoir s'il est possible d'accepter le risque de donner du crédit à cette exigence de « prendre en compte » au centre des discours sur le développement durable. C'est ce que je vais tenter.

Reprenons d'abord l'argument selon lequel parler de développement durable revient finalement à conférer à nouveau la place centrale à la notion de développement.

Ne peut-on, aussi bien, affirmer que c'est là, potentiellement, une supériorité du thème de la durabilité par rapport à celui de la protection ? Le thème de la protection est, en effet, associé à la notion de limite. Des limites sont posées au développement afin que l'environnement soit protégé, mais le développement n'est pas pensé en tant que tel, pas plus d'ailleurs que ce qui est à protéger : il est difficile de rassembler, sous ce même terme de protection, les baleines dont nous menaçons l'existence et l'effet de serre qui menace notre existence, l'eau qui nous est une ressource vitale et l'apparition de souches résistantes qui risquent de nous ôter la ressource vitale que sont les antibiotiques. Et si l'environnement inclut l'environnement humain, social et culturel, il nous est plus difficile encore de penser la situation actuelle en termes de protection comme si elle était satisfaisante en première approximation. En revanche, la durabilité constitue une contrainte qui peut, le cas échéant, obliger à penser ce que nous entendons par développement et, notamment, en quoi il diffère de ce qui est censé le mesurer, la croissance économique.

De fait, la différence n'est pas radicale. Tous ceux qui ont parlé de limites pensaient que des limites à la croissance, au sens où elle est mesurée par des paramètres économiques, imposeraient de penser en termes nouveaux la manière dont les hommes réussiront à répondre à la question des besoins matériels, sociaux et culturels des populations de la planète. Mais la notion de développement durable peut transformer en question positive, obligeant à penser et à inventer, ce qui paraissait quelque chose que nous devons d'abord subir : on peut toujours rêver, mais la planète a des limites. La question que pose immédiatement la durabilité est celle de ce rêve.

En fait, s'il y a quelque chose de paradoxal dans la notion de développement durable, c'est que, contrairement à celle de limite à la croissance, elle met l'accent sur une qualité, la durabilité, difficilement contestable. Qui oserait nier qu'une décision doit prendre en compte, ou en tout cas chercher à prendre en compte non seulement ses bénéfiques éventuels à court terme mais aussi ses effets à plus ou moins long terme ? Bien sûr, certains de ces effets sont peu prévisibles, mais qui nierait que le premier effort rationnel doit être de prendre en compte ce qui est prévisible et d'aménager la décision sur un mode assez flexible, assez imaginatif, pour que le moins prévisible, à mesure qu'il se dessine, puisse, lui aussi, être pris en compte ? D'autres modes de décision existent. On peut dire « *aleajacta est* » - les dés sont jetés, le sort décidera de la réussite ou de la catastrophe. On peut dire aussi « ils ont brûlé leurs vaisseaux » - en supprimant toute possibilité de repli, ils se sont donné pour seule alternative la victoire ou la défaite irréversible. Mais ces modes de décision sont exceptionnels, héroïques ou fanatiques. Nul ne songerait à en faire un modèle pour le développement humain. Et nul ne songerait non plus à proposer, en tant que modèle, l'idée que ce qui n'a pas été explicitement pris en compte devrait s'arranger de soi-même. Bref, la proposition de durabilité semble l'expression de la sagesse la plus élémentaire. Faire intervenir activement la question du long terme dans une décision, tenter d'en imaginer les conséquences, se donner les moyens de les rendre

discutables et repérables pour pouvoir prendre en compte leur éventuelle non-conformité par rapport aux anticipations qui ont justifié la décision, tout cela porte un nom : cela s'appelle penser.

La nécessité, affirmée par les discours sur le développement durable, d'avoir à « prendre en compte » a ceci de très intéressant qu'elle pose la question : pourquoi en est-on à affirmer comme un nouveau défi ce qui aurait dû aller de soi. Et la parabole de la rencontre inégale entre le pot de fer et le pot de terre devient alors matière à pensée. Quelles mauvaises habitudes avons-nous prises pour nous penser en mesure de faire l'économie de la question de la durabilité ? Comment avons-nous pu être à ce point vulnérables, sans défense face à une tentation qui, d'une manière ou d'une autre, peut se dire « tentation de ne pas penser » ou « disponibilité à la fiction qui nous fait penser que nous sommes les maîtres des problèmes » ? Bref, qu'est-ce qui nous a anesthésiés ?

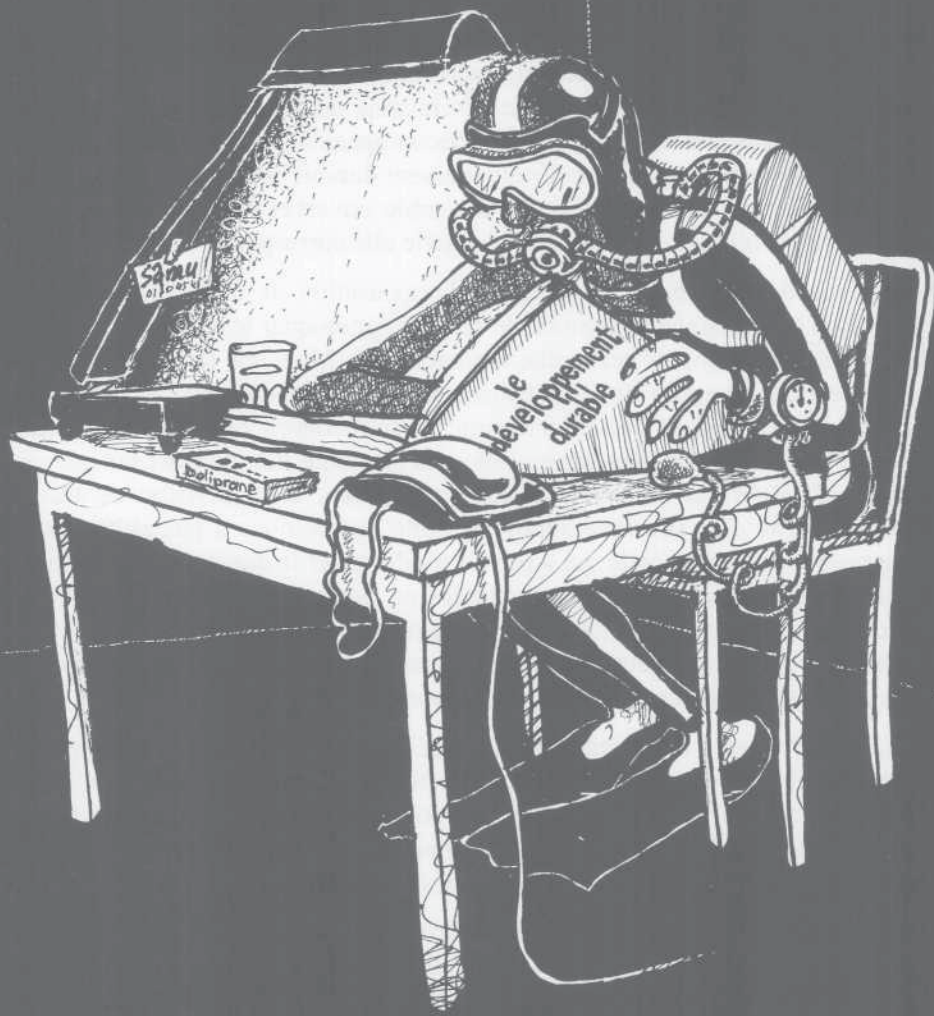
Bien sûr, cette question ne désigne pas d'abord un problème psychologique, et ce que je poursuis n'est pas non plus la dénonciation de l'asservissement de la science au processus de redéfinition capitaliste. Ce qui m'intéresse est la possibilité qu'elle puisse être posée par ceux que ce processus a, de fait, affectés, en l'occurrence, tous ceux à qui la question « comment prendre en compte » peut apparaître comme un nouveau défi.

À partir de cette première conclusion, quelques conséquences se proposent, dont l'enjeu est de constituer cette question de la vulnérabilité des pratiques scientifiques en tant qu'obligation de pensée. Si « nouvelle approche » il doit y avoir en matière de recherche scientifique, celle-ci ne découlera pas d'un concept qui la justifierait, mais du diagnostic des raisons pour lesquelles on estimait pouvoir éviter de poser certaines questions et des obstacles qui décourageaient les chercheurs de les poser. En d'autres termes, si la nouvelle approche liée au développement durable peut être susceptible de résister au scepticisme, elle ne précédera pas mais suivra l'ensemble ouvert et multiple des transformations pratiques que pourra susciter l'obligation de penser à laquelle elle correspond.

La première conséquence de cette position porte sur l'organisation de la recherche en matière de développement durable. Il est certainement tentant de faire communiquer le concept de développement durable avec la nécessité d'un champ de recherche fondamentale. Mais une telle proposition ratifie la séparation entre les questions que l'on dira fondamentales, correspondant aux grands enjeux d'une discipline, et les recherches que l'on présente comme instrumentales ou opérationnelles, ayant à composer, à prendre en compte, à négocier le possible et débouchant directement sur une proposition d'action. Cependant la question est de savoir si cette séparation, et la division du travail qui lui correspond, ne font pas partie de l'ancienne approche, celle qui ne nous a pas aidés à résister à la tentation de ne pas penser, c'est-à-dire celle qui a permis de dissocier la question du développement de celle de sa durabilité. Que les recherches opérationnelles ou instrumentales puissent être reconnues porteuses de questions « fondamentales » signifierait, en revanche, l'impossibilité de subordonner à des jugements généraux, c'est-à-dire à des principes d'économie et de hiérarchisation, la multiplicité pratique des terrains où s'élabore la question « comment prendre en compte ».

Je n'aurai pas la naïveté d'ignorer la dimension politique de cette proposition. La séparation entre fondamental et instrumental pose en effet de manière directe le problème de la manière usuelle dont la recherche scientifique est censée donner un appui à la politique. Les problèmes dits fondamentaux traduisent la liberté de la recherche ; ils ne gênent personne car ils peuvent toujours être considérés comme trop abstraits pour avoir des implications politiques effectives.

En revanche, les problèmes instrumentaux ou opérationnels doivent accepter le cadre de ce qui est défini politiquement acceptable ou plausible. Et donc, ils ne doivent rien remettre en question de fondamental. Ce qui suffit à faire taire certaines questions, celles précisément qui permettraient à la recherche de jouer son rôle, de constituer un « appui fiable » pour la décision politique. Le cercle est vicieux puisque, d'une part, les scientifiques tendent à renvoyer ces questions à la décision politique, sachant que, en tout état de cause, la décision invoquera des mots d'ordre plutôt que des raisons et que, d'autre part, la relative rareté des recherches laisse le champ libre aux mots d'ordre.



Renaud

Citons deux exemples propres à mon pays. Le fait qu'on puisse aujourd'hui, de manière plausible, y proposer l'alternative entre une politique d'immigration zéro et une vague de migrants submergeant la Belgique interdit la pensée d'une coexistence durable entre pays riches et pauvres. Tout processus d'apprentissage permettant d'intégrer, notamment lorsqu'il s'agit de populations ne fuyant pas la guerre et la violence mais la pauvreté, la question de la migration avec celle de la coopération devrait figurer en priorité dans les programmes de recherche portant sur le développement durable. De même, devrait y figurer en priorité la question du traitement des chômeurs et autres allocataires sociaux. Le problème n'est pas de savoir si la crise de l'emploi est ou non durable. Si la question du développement durable est d'abord celle de la résistance à l'idée anesthésiante que les choses devraient finir par s'arranger d'elles-mêmes, cette question est en jeu chaque fois qu'un mot d'ordre anesthésiant traduit le refus de penser une situation. Ce qui est bel et bien le cas avec les mots d'ordre invoquant, en Belgique, le manque de formation ou de motivation des sans-emploi et justifiant les règlements qui font d'eux une population sous surveillance.

Ce qui frappe, chaque fois qu'un mot d'ordre remplace une question appelant apprentissage et création de savoir, c'est que certaines parties intéressées, sans l'association desquelles aucune pensée du durable n'est, en tout état de cause, envisageable, sont disqualifiées comme si leur position ne devait être ni écoutée ni prise en compte. Groupes migrants ou chômeurs font partie de ce qui pose problème, mais non de ceux avec qui on pose un problème. La recherche (effectivement) fondamentale pourrait bien alors ne pas être celle qui expliquerait ou dénoncerait cette absence, en termes d'une théorie de la domination par exemple, mais celles, multiples et laborieuses, qui étudieraient, voire contribueraient à inventer les procédures, contraintes, agencements susceptibles de susciter l'apparition de groupes porteurs de nouvelles compétences. Ce qui n'est pas du tout une manière d'abandonner la science pour la politique. Si Galilée a pu opposer sa description de la manière dont les corps tombent à toutes les autres, renvoyées à la fiction, c'est parce qu'il a appris à étudier la chute des corps non à partir de mouvements naturels, donnés, mais à partir de mouvements activement mis en scène pour rendre cette opposition possible. De même, s'il doit y avoir apprentissage par rapport à cette évidence naturelle, quasi redondante, selon laquelle les faibles ne se reconnaissent aucune compétence pour intervenir dans les questions qui les concernent, ce n'est pas en la ratifiant par des versions discursives plus sophistiquées, mais en mettant activement en scène et en risque la question de savoir comment se construit une force.

Cette première approche suscite bien entendu la question des chercheurs eux-mêmes, et plus précisément des habitudes des chercheurs telles, notamment, qu'elles correspondent à la séparation fondamental-appliqué.

De fait, le modèle de recherche inspiré par les sciences expérimentales conjugue deux traits remarquables : d'une part, la manière créative dont est construit un problème, dont sont exhibés ses aspects les plus intéressants, ceux à partir desquels les questions décidables pourront être formulées ; d'autre part, le caractère extraordinairement sélectif de cette construction. Lorsqu'il s'agit d'un ensemble problématique « ouvert », comme le développement durable, la liberté créative et la sélectivité qui font le succès de la démarche expérimentale peuvent bien entendu devenir extrêmement dangereux. L'intervention explicite de termes tels que intégrer, adapter, tenir compte, etc., signifie alors que le chercheur doit apprendre à résister au modèle de réussite que constitue la démarche expérimentale, comme aussi à tous ceux qui lui reprocheront de trahir ce modèle.

L'intérêt de la question du développement durable est donc ici la possibilité de mettre en problème ce qui satisfait le chercheur ou ce qui est usuellement exigé de lui : un problème bien posé, qui devrait permettre de juger si la solution est réussie ou ratée. Ce que Thomas Kuhn appelait la mentalité de « *puzzle solver* ». Et c'est cette mentalité de *puzzle solver* qui encourage de fait bien des chercheurs à « détourner », à « relabelliser » un projet de recherche, de telle sorte que ce projet puisse bénéficier des opportunités de crédits publics. Cette pratique fait partie de la culture des chercheurs. Pour le dire brutalement, nul n'est scandalisé lorsqu'un chercheur détourne intelligemment un problème

socialement posé vers les enjeux particuliers de sa discipline. Lorsqu'un chercheur réussit, sans même y croire, à montrer que son objet-puzzle de recherche est essentiel à une question définie comme d'intérêt général, il aura, aux yeux de la plupart de ses collègues, fait son métier, car, loin de détourner l'argent du contribuable, il l'aura au contraire ramené vers les seules questions où cet argent puisse être valablement investi, les questions qu'une discipline scientifique définit comme bonnes.

Ma perspective aboutit dans ce cas à un problème très concret : la mentalité *de puzzle solver*, et la relative phobie qui lui est corrélative par rapport aux problèmes ouverts (par opposition aux puzzles) ne seraient-elles pas des attributs inséparables de la pratique scientifique ? Si la réponse était positive, il y aurait bel et bien une menace associée à l'esprit scientifique en tant que tel, et la construction de ce qu'exige le développement durable devrait se faire contre les scientifiques. C'est donc à ce stade que ma proposition s'expose au risque et devient, de ce fait, intéressante.

Il devient intéressant de souligner que si la mentalité en question semble bien caractériser la plupart des chercheurs, elle ne tient pas tout à fait à une forme d'adéquation spontanée, mais répond bien plutôt à un mixte d'agents incitants et inhibiteurs. En d'autres termes, elle relève de ce que l'on peut appeler une culture disciplinaire, culture qui doit, comme telle, être entretenue, confirmée, promue au rang de valeur, mais peut également être modifiée.

Je me souviens encore de cette conviction qui fut mienne à l'issue d'études de chimie : je me posais trop de questions pour faire un bon chercheur. Cette conviction m'avait été instillée de manière diffuse à travers des remarques ironiques ou sentencieuses qui ne m'étaient pas spécialement adressées, mais convergeaient vers la nécessité d'une distinction ferme entre les questions scientifiques et le reste, accompagnée de l'idée sous-jacente d'une tentation dangereuse pour le scientifique de trop s'intéresser à ce reste. Et cette distinction est promue non seulement par les milieux professionnels, mais aussi par les programmes de recherche. Dans les deux cas, la remarque « mais cela, c'est de la philosophie ou de la politique » vaut condamnation.

S'il s'agit non d'une mentalité-attribut, mais d'une culture (modifiable), la question devient : comment inciter, comment reconnaître, comment proposer, de manière à modifier cette culture disciplinaire, toute prête à profiter de l'opportunité du développement durable mais beaucoup moins à reconnaître qu'il implique en effet une « nouvelle approche » ?

Un précédent me semble à retenir, qui concerne l'expérimentation animale. Ici également, la culture disciplinaire était en jeu : la non-prise en compte de la souffrance animale fait bel et bien partie de ce qui, dans certains domaines expérimentaux, est exigé du chercheur. La réponse d'importants journaux anglo-américains est tout à fait intéressante, car elle s'est adressée à cette culture de l'insensibilité. Il est désormais exigé, pour qu'un article soit publiable, que cet article détaille avec soin et précision les conditions d'élevage des animaux, leur degré de stress, les types d'inconfort et de souffrance que leur a infligés l'expérience publiée, les raisons pour lesquelles inconfort et souffrance ne pouvaient être évités et les raisons pour lesquelles, malgré cet inconfort et cette souffrance, il était indispensable de mener cette expérience. La contrainte est scientifiquement recevable : d'une part, l'état de l'animal en question peut avoir autant d'importance que le degré de précision d'un dispositif de mesure ou de détection et, d'autre part, tous les chercheurs qui expérimentent sur les animaux affirment qu'ils ne le font pas de gaieté de cœur, mais parce qu'ils y sont obligés. Toutefois, devoir, au cas par cas, décrire avec précision l'état de l'animal et ce qu'il a subi, défendre l'obligation où ils étaient d'expérimenter impose aux chercheurs qui veulent publier de surveiller ce à quoi leur culture leur demandait d'être insensibles, c'est-à-dire impose, contre la routine, l'éveil de leur imagination et de leur sensibilité.

Il n'existe pas de critère indiscutable quant à la relation entre l'importance d'une expérience scientifique et le taux de souffrance que l'on peut légitimement imposer à un animal. La solution que j'ai décrite incite les chercheurs à construire le problème eux-mêmes, à apprendre les uns avec les autres les normes qu'ils accepteront. Elle ne demande pas aux chercheurs de faire montre d'une vraie sensibilité, elle reprend la question au niveau de la culture disciplinaire qui inhibait la sensibilité en la

faisant coïncider avec sensiblerie irrationnelle non scientifique et met en place un incitant susceptible d'être efficace, même si les chercheurs, d'abord, se soumettent parce qu'il le faut.

De même, il n'existe pas de bonne définition du développement durable et, à la limite, tout ce qui peut, le cas échéant, contribuer au progrès humain semble apte à s'y inscrire. Une solution pourrait être de demander aux chercheurs désireux de contribuer au programme de recherche de participer à la construction non de ce qu'est ce développement, mais de la « nouvelle approche » qu'il appelle. Il s'agirait que chacun précise concrètement ce que le développement durable impose de modifier dans ses habitudes de recherche et la culture disciplinaire à laquelle il appartient. Ainsi, pourraient être exigées une analyse détaillée des raisons pour lesquelles la recherche proposée ne pouvait, ou ne pouvait que très difficilement, être envisagée si l'impératif du développement durable n'avait été formulé, une description précise des questions qui, sans ce problème, n'auraient pu être prises en considération et, enfin, une discussion lucide des autres contributions de recherche, issues de sciences différentes, qui apparaissent nécessaires pour que les résultats de celle qui est proposée aient une pertinence par rapport au développement durable.

Comme dans le cas de l'expérimentation animale, il ne s'agit pas de demande de garantie, mais d'incitation. Le chercheur peut certes tricher ou ne se soumettre que de manière formelle. Il n'empêche que le fait même d'avoir à tricher, à faire acte de soumission formelle, et ce de manière convaincante, le force à se cultiver, à tenter de construire les contraintes qu'implique le développement durable, à décrire les limites associées à sa culture disciplinaire et, surtout, à dissocier les intérêts de sa discipline de ceux du développement durable. Bref, à prendre des habitudes de pensée mettant sa discipline en relation de coopération et de présupposition réciproque avec d'autres disciplines, face à un problème qu'aucune ne peut définir.

Parler d'habitude de pensée, de sensibilité à cultiver, d'imagination à construire, implique tout autre chose qu'une démarche réflexive. La réflexivité donne à celui qui la cultive la satisfaisante impression que ce qu'il pense l'autorise à réfléchir, alors que la sensibilité que je décris devrait donner au chercheur l'appétit pour la présence d'autres chercheurs, l'intérêt actif à l'égard des autres intérêts, qui traduiront d'autres dimensions d'une situation ouverte que celles qu'il capture.

Le type de contrainte que je décris ne vise donc pas à la création d'une mentalité plus philosophique, c'est pourquoi je parle d'habitude de pensée au sens le plus empirique, et je n'ai aucun problème à l'idée que les chercheurs, d'abord, devraient « faire semblant pour obtenir les subventions ». Même sous contrainte, il est intéressant que les chercheurs relevant des sciences expérimentales trouvent, par exemple, les moyens de mettre en scène d'eux-mêmes les raisons pour lesquelles sont nécessaires des recherches relevant des sciences humaines et sociales, ainsi que le rôle indispensable des savoirs non scientifiques. Un même savoir n'aura pas la même pertinence ou la même signification, selon que les chemins de la décision associent ou non des groupes citoyens mobilisés autour d'un problème mettant en cause les effets ou les conséquences d'un développement.

Cependant, il importe de ne pas négliger le fait que les chercheurs qui accepteraient ce genre de défi seront, par là même, en situation de vulnérabilité : ils ne pourront s'appuyer sur aucun consensus disciplinaire et seront exposés à la critique de leurs pairs. On les accusera de faire de la politique, de ne pas démontrer, mais de spéculer. Pour pouvoir prendre des risques par rapport à la discipline qui les autorise et à la culture disciplinaire qui les sécurise, les chercheurs doivent pouvoir faire confiance à ceux qui les évalueront, savoir que ces derniers seront guidés par des critères de pertinence, non de conformité à des règles bureaucratiques aveugles.

Une nouvelle configuration des rapports entre sciences et savoirs, telle qu'elle peut être décrite à partir d'une question comme celle du développement durable, implique également la création de lieux et de situations où les chercheurs puissent discuter en toute sécurité, sachant notamment que leurs incertitudes, qui traduisent le caractère ouvert de toute question où il s'agit d'apprendre à « prendre en compte », ne seront pas utilisées contre eux : la création de lieux et de situations où c'est celui qui

hausserait les épaules en affirmant que « ce n'est pas prouvé », « c'est secondaire », « c'est de la spéculation », « si on prend ça en compte, on ne fait plus de la science », qui se verrait demander des comptes quant à la pertinence de ses critères.

L'importance des formes et des contraintes (par opposition à l'authenticité réflexive) est illustrée par le droit, technique qui a pour première vocation de construire en tant que problème discutable ce qui, sinon, se réglerait par mots d'ordre, évidence majoritaire et occultation des intérêts des plus faibles. Indépendamment de ses innombrables imperfections, la décision juridique s'est donné des contraintes très intéressantes. Le fait que toute décision doive être accompagnée de motivations, que le refus de dire le droit dans une affaire, comme si elle devait s'arranger d'elle-même, puisse être assimilé à un déni de justice, que la procédure prévoie non seulement l'écoute de toutes les parties intéressées, mais la présence d'un défenseur capable d'articuler leur position avec compétence, constitue le modèle juridique en modèle tout à fait pertinent pour les problèmes relevant du développement durable, bien plus pertinent en tout cas que la démonstration expérimentale.

J'en viens au dernier problème : la nécessité, sans cesse réitérée, d'impliquer ce que l'on appelle le « public ». La question des risques, en général, et du développement durable, en particulier, implique, on le pressent, un effort qualitativement différent d'information, visant à faire partager des questions, des préoccupations, des choix, à des protagonistes qui doivent être sensibilisés, voire responsabilisés, à accepter que cela les concerne et puisse influencer leur manière de penser et d'agir.

Je crois en avoir assez dit pour ne pas avoir à insister sur le fait que cet effort ne doit pas viser le seul grand public, conçu comme ignorant, mais aussi, et peut-être d'abord, l'ensemble des protagonistes de la recherche et de la décision. Mais je veux ici insister sur un point particulier. Un champ de recherche crucial nous manque, qui constituerait le moyen par excellence de sensibiliser le public, de l'intéresser. Ce qui nous manque n'est rien d'autre qu'une culture des précédents, et notamment des histoires où cela ne s'est pas arrangé tout seul. Il existe remarquablement peu d'études ou de recherches, accessibles au grand public ou aux médiateurs, qui mettent en lumière la manière dont a été prise une décision, à partir de quels déterminants, en négligeant quels autres, et les effets et conséquences de cette décision : ce qui est arrivé en fait, ce qui n'avait pas été prévu, ce qui, le cas échéant, avait été annoncé par certains mais n'avait pas été pris au sérieux, ceux qui avaient permis de ne pas les prendre au sérieux, et avec quels arguments. On parle, depuis des années, d'évaluation technologique, mais nous manque ce qui ferait de telles évaluations l'affaire de tous : les récits qui raconteraient comment s'est passée l'évaluation et comment se sont construits ses critères, comment les parties ont réussi ou non à s'entendre, la manière dont le processus a ou non modifié les positions des protagonistes. Il nous manque, en bref, une mémoire active des précédents à partir desquels nous pourrions ou devrions apprendre d'un passé cultivé, discuté, travaillé pour contribuer sur un mode pertinent et intéressant à l'avenir.

Qu'est-ce qu'un développement, selon qu'il prend en compte tel ou tel type d'intérêt ? Qu'est-ce qu'un argument, selon qu'il s'ouvre à d'autres arguments ou exige leur disqualification ? Qu'est-ce qu'une démonstration, selon qu'elle dépend ou non d'un parti pris de simplification et du postulat que ce qu'elle ne prend pas en compte devrait s'arranger par la suite ? Comment un ensemble disparate d'intérêts peut-il s'articuler autour d'un problème concret ? Il ne s'agit pas de questions épistémologiques, mais de matières à récits concrets, ces récits dont le manque met à égalité « le public » et « les scientifiques ». Car la plupart d'entre nous, scientifiques, experts, politiques et simples citoyens, partageons la même non-culture par rapport à ce qui, pourtant, fabrique notre avenir, et que nous nommons développement.

NDLA : Ce texte est la version abrégée d'une communication visant, non la notion de développement durable dans sa généralité, mais la question des politiques de la recherche axées sur les « nouvelles approches » qui produiraient un « appui scientifique fiable à la décision politique » dans ce domaine. Depuis sa rédaction, Bruno Latour a publié son *Politiques de la Nature* (La Découverte, 1999) par rapport auquel les perspectives proposées ici peuvent servir d'introduction.